

Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
Paix et Gouvernance : PBF/BDI/A-1 : Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays.	
<ul style="list-style-type: none"> • Formation des OSC anti corruption sur la loi des finances et la passation des marchés publics (Ngozi 17-18 juillet 2008); • Création d'un espace de concertation entre les OSC actifs dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte anti corruption • Identification par province des élus et autorités administratives, et des représentants associatifs devant participer au 1^{er} atelier national de sensibilisation prévu en octobre ; • Création d'un site web pour l'OLUCOME • Lancement de la stratégie de communication. • 38 dossiers ont été transmis au Parquet Général et du Parquet Général a la Cour Anti Corruption, il y a eu transmission de 45 dossiers (118.4%) ce qui démontre que certains dossiers avant été tardés au Parquet Général. • Il y a eu également 10 Arrêts et exécutions et 1 Condamnation. • Sur les 53 Arrêts rendus, il y a eu 13 (24.5%) Exécutions. 	<p>Il est important de susciter une perception positive de l'action des mécanismes anti corruption au niveau de la population. Une stratégie de communication est en cours d'exécution pour relayer le message, afin d'être certains que l'appréciation populaire à l'égard des institutions, et de la stratégie anti corruption du Burundi, est faite en connaissance de cause, et ne repose pas sur une perception tronquée de la réalité. En effet, alors que le rendement de la Cour et la Brigade anti-corruption est amélioré-les prévenus des actes de corruption prennent connaissance à temps des griefs portés à leur charge et des dates des audiences publiques les concernant et par conséquent ils comparaissent et plaident avant la prise en délibéré de leurs affaires-, la tendance au scepticisme à l'égard de l'action des institutions demeure très nette. Il est heureux que sous l'effet des pressions conjuguées de la société civile et d'autres observateurs –y compris l'équipe du projet-, les lois anti corruption décriées en raison de leur portée limitée, fassent actuellement l'objet d'une commission spéciale présidée par le Président de la Cour anti corruption, pour proposer des amendements. Le fait que la Cour anti corruption soit en mesure de publier bientôt – avec l'appui du projet- le premier recueil de sa jurisprudence, est une indication concrète de son effectivité, mais également de l'efficacité de la Brigade spéciale qui opère les investigations. Cette opérationnalisation des institutions anti corruption est à l'actif du projet. De même, et comme prévu, les capacités logistiques de l'OLUCOME ont été renforcées, et cela se ressent dans leurs activités dans les provinces. La sensibilisation de diverses couches de la population reste à concrétiser, et pour cela, il faudra faire jouer un rôle plus important aux OSC anti corruption. La recherche d'une synergie entre les institutions anti corruption et la société civile est également un objectif important.</p> <p>Ce projet ouvre un espace de débat où beaucoup, et surtout les OSC actives dans la lutte contre la corruption, peuvent s'exprimer directement face aux représentants du gouvernement. C'est notamment le cas au cours des mini séminaires bimensuels de ces OSC organisés par le projet dans la salle de réunion du Ministère de la Bonne Gouvernance. Il y a dans ce contexte un renforcement certain de la société civile en termes de visibilité d'une part, et une interaction des ces organisations avec le gouvernement qui est productive dans la mesure où elle aboutit à des prises de décisions communes dans un domaine sensible. Ceci est une avancée vers la réalisation d'un environnement propice au règlement pacifique des conflits au sein de la société burundaise.</p>
<p>Taux d'exécution budgétaire : 51.57%</p>	
<p>Etapes pour les 3 prochains mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation informatique personnels Cour et Brigade octobre 2008 ; • Restitutions aux Personnels Cour et Brigade de la formation en <i>Techniques d'enquête et d'élaboration des rapports</i>, octobre 2008 • Atelier national de sensibilisation, 28-29 octobre 2008 ; • Ateliers régionaux – incluant les magistrats- et communaux –élus locaux-, fin octobre 2008 ; • Concertation OSC anti corruption, 7 novembre et 5 décembre 2008 ; • Production du Recueil des arrêts rendus par la Cour Anti corruption, début novembre 2008 ; • Commande d'une étude indépendante d'évaluation du bilan et de l'impact des institutions anti corruption, mi-novembre 2008 ; • Atelier national d'évaluation du projet, mi-décembre 2008. 	<p>Trois contraintes majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la concurrence qui existe entre les OSC anti corruption les plus dominantes et leur propension à exercer les mêmes activités en faveur des mêmes bénéficiaires sans aucune concertation (Ligue Iteka, ABUCO, OLUCOME) : l'espace de concertation récemment créé est destiné à les conduire progressivement à harmoniser celles de leurs activités qui pourraient l'être ; • l'absence de certitude quant à l'établissement des cinq commissariats régionaux restant à créer : il s'agit d'une initiative exclusivement gouvernementale, et malgré les assurances apportées par le Ministre de la Bonne Gouvernance selon lesquelles ces commissariats régionaux seraient établis au premier trimestre de l'année 2009, il y a des raisons d'être sceptique, notamment parce que le gouvernement a au cours de l'année fiscale 2008 amputé le budget de la Brigade spéciale anti corruption de 500.000.000 FBu. L'établissement de ces commissariats régionaux est crucial pour la pérennisation de ce projet dans l'esprit des populations, notamment à l'intérieur du pays ; l'expertise des personnels des agences partenaires est très inégale, et pourrait altérer la qualité des ateliers de sensibilisation. L'équipe du projet prévoit d'organiser à leur intention des séances de briefing et d'orientation conduites par le Coordonnateur.

RAPPORT QUANTITATIF DU PROJET PBF - ANTI-CORRUPTION DE JUILLET A SEPTEMBRE 2008

Provinces	Date de démarrage des activités	Nombre de formations organisées	Nombre de plaintes adressées à la Brigade dans les différentes régions	Nombre de dossiers transmis au Parquet	Nombre de dossiers transmis du Parquet à la Cour	% de dossiers transmis du Parquet à la Cour	Nombre de prévenus arrêtés et de mandats exécutés	Nombre de détenus condamnés	% de détenus condamnés	Nombre d'arrêtés rendus	Nombre d'arrêtés exécutés	% d'exécution	Effectif d'acteurs clés à inviter	Nombre d'acteurs clés invités	Taux de participation d'acteurs clés	Nombre d'ateliers régionaux organisés	Nombre de participants à cet atelier	Nombre d'ateliers nationaux organisés pour assurer la sensibilisation	Nombre de participants à cet atelier	Nombre d'ateliers d'information et de sensibilisation organisés pour les différentes catégories de la population	Nombre de participants à ces ateliers	Nombre d'ateliers de formation tenus	Nombre de Campagnes médiatiques faites	Nombre de réunions de concertation tenues
Programme National	Oct-07	1	0	38	45	118.4	10	1	10.0	53	13	24.5	1700	0	0.0	0	0	0	0	0	0	2	1	1
Total Général		1	0	38	45	118.4	10	1	10.0	53	13	24.5	1700	0	0.0	0	0	0	0	0	0	2	1	1

EVOLUTION TRIMESTRIELLE DU PROJET ANTI-CORRUPTION

Période	Nombre de formations organisées	Nombre de plaintes adressées à la Brigade dans les différentes régions	Nombre de dossiers transmis au Parquet	Nombre de dossiers transmis du Parquet à la Cour	% de dossiers transmis du Parquet à la Cour	Nombre de prévenus arrêtés et de mandats exécutés	Nombre de détenus condamnés	% de détenus condamnés	Nombre d'arrêtés rendus	Nombre d'arrêtés exécutés	% d'exécution	Effectif d'acteurs clés à inviter	Nombre d'acteurs clés invités	Taux de participation d'acteurs clés	Nombre d'ateliers régionaux organisés	Nombre de participants à cet atelier	Nombre d'ateliers nationaux organisés pour assurer la sensibilisation	Nombre de participants à cet atelier	Nombre d'ateliers d'information et de sensibilisation organisés pour les différentes catégories de la population	Nombre de participants à ces ateliers	Nombre d'ateliers de formation tenus	Nombre de Campagnes médiatiques faites	Nombre de réunions de concertation tenues	
Octobre - Décembre 07	5	0	14	35	250.0	12	4	33.3	4	1	25.0	0	0	-	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
Janvier - Mars 08	2	0	20	29	145.0	5	16	320.0	17	1	5.9	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Avril - Juin 08	0	0	23	28	121.7	7	39	557.1	41	1	2.4	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Juillet - Septembre 08	1	0	38	45	118.4	10	1	10.0	53	13	24.5	1700	0	0.0	0	0	0	0	0	0	2	1	1	
Octobre - Décembre 08	0	0	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	8	0	95	137	144.2	34	60	176.5	115	16	13.9	1700	0	0.0	0	0	0	0	1	0	2	1	7	